

OMC - Mondialisation - Alternatives à la Pensée unique

Alternatives à la Pensée unique

De nos jours, s'élève une pensée unique dont les aspects se révèlent contraires aux principes de solidarité, d'humanisme et de liberté réelle. Se soumettre à la Loi du Marché équivaut à en accepter le fatalisme ; toute forme de soumission est contraire à la Libre pensée.

Comment réagir en humaniste dans un monde livré à ses dysfonctionnements, ses inégalités, ses dérapages meurtriers.

Ce siècle qui débute ne risque-t-il pas, en raison de son égoïsme collectif d'être un terrible échec pour l'humanité ?

Au-delà des aspects économiques et politiques, notre vision laïque nous amène à nous pencher sur les aspects philosophiques, moraux, conceptuels et sociologiques.

L'expression Pensée unique est associée au néolibéralisme. Cette pensée devient dogmatique et veut s'imposer comme modèle de société, irréfutable malgré ses dérives.

Les dangers d'une pensée unique sont apparus avec la mondialisation de l'économie, l'expansion des multinationales, la loi implacable du marché et de la compétitivité commerciale. Cet esprit s'accompagne de phénomènes latéraux comme la remise en cause de la solidarité sociale, l'hégémonie des moyens de communication de masse, la concentration croissante du capital spéculatif un accroissement des inégalités, de la précarité ; un espace culturel homogénéisé refusant l'expression des diversités culturelles. On constate effectivement que l'évolution des droits de l'homme aboutit à la notion de droits collectifs.

Prenant naissance à la Révolution française de 1789, Ces droits proclament la liberté d'expression, d'association et de vote. Avec la société industrielle, apparaissent les droits sociaux et en corollaire la sécurité sociale, entraînant les droits au travail, à l'enseignement, à la santé.

Depuis 1972, à la Conférence de Stockholm, on voit émerger une extension des droits humains, celle des droits fondamentaux, aux conditions d'existence, au respect de sa dignité, de son bien-être, à la qualité de l'environnement. C'est la notion de développement durable reprenant les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux défis de l'avenir.

Une inquiétude croissante se manifeste et mobilise l'opinion devant les effets de la mondialisation et notamment vis-à-vis des nombreux aspects de celle-ci.

En tête des préoccupations viennent les dégradations de l'environnement, la faim dans le monde, la pauvreté, le développement des maladies, la sécurité alimentaire, l'économie du crime.

Pour construire une nouvelle société, il faut replacer l'homme au centre des activités humaines.

Balisant le terrain d'une nouvelle proposition, Ricardo Petrella, du groupe de Lisbonne, propose quatre contrats essentiels, des besoins de base, de la culture, de la démocratie et de la terre.

La participation citoyenne, la sensibilisation de l'opinion publique, la construction d'un nouvel espace public européen, la définition d'un rôle régulateur de l'Etat au service de tous, sont des objectifs pour un avenir meilleur.

OMC - Mondialisation - Alternatives à la Pensée unique

Définition

OMC sigle de l'Organisation Mondiale du Commerce est un des aspects de cette mondialisation ou globalisation comme l'appellent les anglosaxons.

Le phénomène développé au niveau économique et financier s'est amplifié depuis quelques dizaines d'années au niveau mondial notamment par le regroupement des sociétés multinationales, accompagné d'un marché financier débridé à l'échelle de la planète, qui est aussi vivifié par les échanges informatiques des marchés.

Les conséquences de cette implosion du capitalisme se manifestent à tous les domaines depuis la production, le transport, la communication, la consommation, la santé, l'agriculture, les médias, l'enseignement, la culture.

Nous constatons les nombreux bouleversements politiques et économiques, les plus profonds depuis la révolution industrielle du XIXe siècle.

Comment définir la pensée unique? C'est la croyance dogmatique et idéologique qui consiste à prétendre qu'il n'existe pas d'autre système économique, religieux, politique, culturel que celui qui est proposé et défendu par des privilégiés et certains organismes internationaux. Tous les moyens même violents sont bons pour l'imposer. C'est le despotisme économique aveugle ne tenant aucun compte des valeurs humanistes.

L'histoire du mouvement

Les efforts massifs pour développer le Tiers Monde ont été motivés par la nécessité de placer celui-ci dans l'orbite du système commercial occidental afin d'ouvrir le marché des biens et des services et de procurer à nos industries une main-d'œuvre et des matières premières au moindre coût.

Ce fut l'objectif du colonialisme dès 1870. Nous constatons actuellement les conséquences sociales et écologiques de ces méthodes.

Dès 1974, la crise économique est mondiale et les remèdes préconisés par Van Hayek est de réduire les dépenses sociales, la puissance des syndicats, le rôle de l'Etat dans l'économie. L'Angleterre de Margaret Thatcher en 1979 sera le premier pays à appliquer intégralement les thèses néolibérales.

En 1980, Ronald Reagan, arrivé au pouvoir aux USA, et Helmut Kohl, en Allemagne, appliqueront ces thèses néolibérales. On assiste au réarmement aux USA, à la guerre froide en Europe, à la discipline budgétaire. Malgré l'arrivée de la gauche en France en 1981, François Mitterrand est obligé de revoir sa politique sociale dès 1983 sous la pression des marchés financiers.

Le chômage, l'inflation, mais aussi la marge de profit des entreprises s'accroît, mais les inégalités sociales se développent spectaculairement.

Les années 80 voient l'expansion des marchés financiers déréglementés et des profits spéculatifs.

La récession économique de 1993 aurait dû amener une révision des politiques néo libérales, mais la chute du Mur de Berlin et du communisme changent le système économique des pays de l'Est avec les privatisations et l'accélération des inégalités sociales.

L'Etat Nation en place depuis la révolution industrielle est fragilisé. Il est impuissant devant les multinationales; les populations s'inquiètent de la dégradation sociale car le chômage, la pauvreté se régénéralisent.

La situation actuelle

Les Nations Unies organisent en 1995 un sommet mondial pour le développement social au Danemark.

Les inégalités sociales augmentent ; selon le PNUD, les 20% d'individus les plus riches du monde, vivant dans les pays industrialisés, ont vu leur revenu passer de 70 à 85% entre 1960 et 1990, tandis que 20% les plus pauvres passait de 2,3 à 1,4%.

Dans nos pays industrialisés, 15% de la population vit actuellement en deça du seuil de pauvreté.

Dans les sociétés occidentales démocratiques, l'orientation de la fiscalité et des dépenses publiques basée sur les accords sociaux a permis de redistribuer les fruits de la croissance.

Mais la pression de la crise prive l'Etat de ses ressources et les marchés poussent à la privatisation. L'Etat est dépassé dans son rôle de régulateur économique et social. Il perd de Sa légitimité.

Dans les pays en développement, cette conception de l'Etat n'a jamais existé. De nombreux organismes internationaux se sont alors développés depuis la dernière guerre mondiale.

- Les accords de Bretton Woods (1944) pour renforcer la tutelle des Etats sur les activités financières et économiques
- Le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale (1945) pour fournir de l'aide aux pays en développement
- La FAO (Food and Agriculture Organisation) (en 1945) pour améliorer les conditions alimentaires des peuples
- Le GAIT (General Agreement for Tarifs and Trade) (1947) pour les accords bilatéraux de commerce international
- L'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) (1959) Voir Seattle-Davos et Doha en 2001
- L'OCDE (Organisation de Coopération et Développement Economique) (1960) - Paris Forum de l'expansion économique
- AMI pour la liberté des investisseurs - en discussion
- CNUCED (1964) pour le commerce et développement
- OIT à Genève (1946) Organisation Internationale du Travail - accords des conditions de travail dans le monde
- OMS (1948) Organisation Mondiale de la Santé
- UNESCO (1946) Organisation des Nations Unies pour l'éducation et la science, la culture
- UNICEF (1946) pour le sort des enfants
- HCR (1951) Haut Commissariat aux Réfugiés
- PAM (1961) Programme Alimentaire Mondial.

Le pouvoir des nombreuses associations et des multinationales rendu possible par les accords internationaux enlève aux Etats une partie de la vie économique à l'intérieur des frontières.

Nous ne parlons pas des organisations criminelles dont les chiffres d'affaires dépassent ceux des Etats.

Les effets, avantages et inconvénient, de la mondialisation de l'économie

Après le Plan Marshall, la mondialisation contrôlée sous le régime des accords de Bretton Woods, a largement contribué à la prospérité de l'Europe en 1945 après la guerre mondiale.

L'élaboration de l'Union européenne a renforcé les économies des pays membres. Les accords concernant l'harmonisation des normes techniques sanitaires et phytosanitaires, des investissements des entreprises de dimension internationale, ont contribué au bien-être des pays de l'Union.

Le niveau de vie des pays industrialisés ainsi qu'en Asie et en Amérique latine a été relevé depuis quelques dizaines d'années.

Des crises économiques graves ont pu être maîtrisées dans certaines parties du monde par l'intervention des organisations internationales. Les récessions comparables à celle de 1930 ont pu être évitées.

Par contre, la dérégulation des marchés financiers, la concentration excessive des grandes entreprises, la spéculation internationale, l'aggravation des écarts sociaux, la paupérisation de continents entiers, la diminution des pouvoirs des Etats, l'augmentation de certaines maladies, l'augmentation des dettes des pays pauvres et en voie de développement, l'insécurité des villes et banlieues, les difficultés de l'élevage et de l'agriculture, l'aggravation des incidents climatiques et environnementaux, l'augmentation des foyers de guerre et d'insécurité, la pression sur les cultures et les médias, sont des nombreux aspects négatifs de cette mondialisation et du néolibéralisme.

Les réactions de la société civile

Les syndicats de travailleurs et de consommateurs se montrent encore trop figés dans les frontières des Etats et peuvent difficilement défendre leurs affiliés et la qualité de l'environnement.

La privatisation des biens vitaux de base comme l'eau, l'énergie, la santé, les médicaments, les transports en commun, a déplacé vers les entreprises privées ce que l'Etat tentait de redistribuer des produits de la croissance.

Quelques économistes, des philosophes, des organisations non gouvernementales (OXFAM, ATTAC...) s'efforcent depuis quelques années de mobiliser les moins nantis contre les mécanismes économiques qui nuisent au bien commun et pour la préservation de l'environnement.

L'opinion publique et les médias sont restés passifs souvent par ignorance.

Les politiques et les pouvoirs publics sont restés peu soumis à leur pression sauf quelques révoltes lors de fermetures d'entreprises.

Des manifestations, comme celles de Seattle, Nice, Davos, Porto Alegre, Québec, commencent à être relevées par les médias.

Quelques propositions et réactions

Dettes du Tiers-Monde

On estime à 150 milliards de dollars la dette des pays les plus pauvres de la planète. Le sommet de Cologne en 1999 a offert un plan de réduction de dette qui se voulait significatif en ramenant à la moitié la dette des pays les plus pauvres, échelonnée sur plusieurs années. Mais les institutions financières conservent en réalité l'essentiel de la créance effective dont elles disposent sur les pays pauvres.

Un rapport américain recommandait au Congrès l'annulation complète de la dette et l'arrêt de tout nouveau crédit de la part de la Banque Mondiale et du FMI, sinon sous la forme de dons.

L'objectif a été fixé par l'ONU à un versement équivalent à 0,7% du PIB des pays riches, mais ce montant n'est atteint que par les pays scandinaves.

Quelque 48 pays (750 millions d'habitants) sont dits PPTE (pays pauvres très endettés) ; seulement 22 de ceux-ci ont pu bénéficier d'un allègement du service de leur dette, principalement des pays africains.

Les ONG comme OXFAM jugent ce programme PPTE encore insuffisant.

Le récent Forum de Bruxelles (mai 2001) n'a pas apporté les résultats escomptés, que ce soit l'aide à ces pays les plus démunis, ni l'annulation de leur dette.

Taxe Tobin

A l'origine, l'économiste américain J. Tobin proposait une taxe unique de 1% sur toutes les transactions portant sur les devises. Ces transactions sur le marché des changes ont pris une ampleur considérable, de l'ordre de 1.500 milliards de dollars par jour.

La CNUCED préconise que la redistribution de cette taxe soit versée aux pays pauvres, sur un fonds péréquation de leurs ressources et vers des investissements productifs.

Davos ou Porto Alegre

Les premiers pensent qu'on peut humaniser le système d'économie de marché, les autres pensent qu'il faut changer le système. Ph. De Woot de l'UCL penche pour mettre l'économie davantage au service du développement global, diminuer la pauvreté des 3 milliards d'habitants des pays pauvres et les aider à se développer.

Ricardo Petrella veut faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts privés, par un retour du politique, une régulation suffisante qui devrait amener les acteurs de l'économie de marché à accepter les contraintes nécessaires pour traiter les problèmes de la pauvreté, de l'environnement notamment.

Une option impliquant la hiérarchie des institutions internationales conduirait à subordonner la question du commerce à celle des droits sociaux et de la préservation de l'environnement.

Suivant l'exemple réussi de la réglementation de la production des chlorofluorocarbones, une convention de dotation des entreprises pourrait modifier leur comportement social et environnemental et renforcer le développement durable.

Les ONG (organisations non gouvernementales)

Les ONG ont déployé une diversité d'actions et de méthodes contre les effets pervers de la mondialisation néo libérale, au niveau local et international.

Leur influence augmentant, elles essayent d'orienter l'Organisation du Commerce vers de meilleures conditions de vie et de travail.

Leurs actions sont connues du grand public et veulent sortir les pouvoirs publics de leur léthargie, par des campagnes d'information, l'appel au boycottage de certains produits et de firmes abusant du travail des enfants par exemple.

Notre action en temps qu'organisation laïque

Notre attachement aux valeurs humanistes des droits de l'homme, de même qu'à celles des droits de l'enfant, ne peut nous laisser indifférents aux atteintes portées par le marché global et la pensée unique et néo libérale qu'il sous-tend.

La participation active au débat public peut prendre des formes multiples comme la diffusion d'information, la participation aux colloques et conférences, l'engagement à défendre les valeurs humanistes dans l'enseignement et la vie sociale, le refus de rester indifférent devant les injustices et l'insécurité dans la société.

Au niveau Européen, la défense des droits humains fondamentaux, une politique sociale et d'intégration des populations de l'Est semblent quelques objectifs primordiaux.

Jacques REMACLE.

*Membre fondateur des AML de Watermael-Boitsfort
Administrateur du Centre d'Action Laïque (CAL)
Directeur de la commission du CAL "Mondialisation"
Administrateur de la Fondation Rationaliste*

Bibliographie

P. Bourdieu : Contre-feux 2, Le Seuil, Paris.

Ed. Goldsmith et J. Mander: Le procès de la mondialisation, Ed. Fayard, Paris.